

## « **Révolution socialiste** »

vendredi 13 juillet 2012, par [GRS](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2012).

Sommaire

- [FACE AUX PREMIERS RENIEMENTS](#)
- [SOUTIEN SANS RÉSERVE AUX \(...\)](#)
- [LIRE FANON, LIRE SUR FANON](#)
- [NI PRIME ! NI BARRE !](#)
- [LIBÉRATION NATIONALE ET \(...\)](#)
- [LES « ARMES MIRACULEUSES » ?](#)

### **FACE AUX PREMIERS RENIEMENTS DE HOLLANDE, S'ORGANISER ET S'UNIR POUR LUTTER !**

#### **Déclaration du GRS**

A peine avalée la couleuvre d'un « coup de pouce » au SMIC parfaitement dérisoire, voici une déclaration de François Hollande annonçant les pires conséquences si elle passe dans les faits : il s'engage à faire voter « rapidement » le « pacte de stabilité européen » (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, TSCG) noyé dans un paquet de mesures de diversion.

Ce pacte scélérat dont la révision était une exigence incontournable vis-à-vis de l'UE et une promesse forte de François Hollande à ses électeurs, veut que les Etats signataires soient sanctionnés par des amendes en cas de non respect d'un ensemble de règles drastiques telles :

- L'interdiction des budgets en déficit, ceux-ci devant être « en équilibre ou en excédent » ;
- La résorption de l'énorme dette publique (1800 milliards d'euros) au rythme moyen de 5% l'an (90 milliards d'euros/an !) ;
- L'adoption de « mesures structurelles » sous contrôle de la commission européenne ;
- L'obligation de garantir l'application du traité fabriqué par le tandem Merkel-Sarkosy grâce à « des dispositions contraignantes et permanentes (...) de préférence constitutionnelles » ; ce à quoi Hollande s'était bruyamment opposé...

Dans l'ensemble, ce pacte aboutit à une institutionnalisation et une généralisation à toute l'Europe des politiques ultralibérales ayant conduit plusieurs pays à l'état de délabrement et jeté les couches populaires dans une honteuse indigence.

Ce revirement de François Hollande confirme très clairement que les grandes envolées sur les investissements pour la croissance n'étaient que comédie électorale sans lendemain et que les programmes sociaux, le maintien et l'amélioration des services publics ne sont en rien la priorité pour ses amis et lui-même.

Le Parlement (ou le Congrès) qui, dans le dos du peuple, ratifiera ce pacte, se fera du même coup le complice d'une politique antisociale et liberticide. Aucun espoir dans une telle hypothèse de voir la situation de la santé publique, de l'école, de l'emploi, de la justice, du logement social, du transport public, des personnes âgées et de la petite enfance, s'améliorer d'un iota. Les quatre députés martiniquais, même s'ils votaient contre cet enfoncement dans l'austérité - ce à quoi à notre connaissance, ils ne se sont pas encore engagés ! - ne changeront aucunement le cours désastreux des choses.

Pour nos propres intérêts de peuple martiniquais, il ne nous reste donc qu'une voie : nous unir avec toutes celles et tous ceux qui, dans les autres colonies, en France, en Europe, s'opposent à cette politique et qui dans l'immédiat pétitionnent pour exiger un référendum contre cette ratification de tous les dangers.

Sur cet enjeu essentiel, le GRS appelle l'ensemble des anticolonialistes et anticapitalistes martiniquais à s'unir pour une action organisée !

FDF le 6 juillet 2012.

**Pour le G.R.S.**

Max Dorléans - Max Rustal

---

## **SOUTIEN SANS RÉSERVE AUX LUTTES EN COURS !**

### **DANS LA SANTÉ**

Le combat des agents hospitaliers autour de la question de la fusion des hôpitaux n'est en réalité rien d'autre que la forme que prend la lutte pour les moyens à attribuer à l'hôpital public pour la santé du plus grand nombre : Moyens en postes de travail, moyens en conditions de travail, moyens en matériel, moyens en soins de proximité et de qualité pour la population qui ne peut se payer l'accès coûteux au privé.

Toute la population doit s'impliquer avec l'intersyndicale qui doit se donner les moyens de faire appel efficacement au plus grand nombre.

### **DANS L'ÉCOLE**

Nous voilà revenus aux années 70 où des centaines de maîtres auxiliaires devaient descendre dans la rue, taper du poing sur toutes les tables pour ne pas rester en chômage avec tous leurs diplômes alors que débarquaient en masse des titulaires venus de France. Le système de « points » pour les originaires, gagné de haute lutte à l'époque, est aujourd'hui contourné.

Les principes à nouveau réaffirmés en 2009 sont encore une fois bafoués. Un recteur déjà célèbre pour ses propos douteux rajoute aujourd'hui à la provocation en chantant les louanges de l'expatriation de nos jeunes enseignant-e-s pour « s'ouvrir l'esprit » ! Il est grand temps que ce personnage aille lui-même se rouvrir l'esprit ailleurs.

Nous sommes totalement aux côtés des dizaines de jeunes diplômé-e-s de Martinique debout pour vivre et travailler au pays où il y a tant à faire pour l'école.

### **POUR L'EMPLOI DANS LA COLLECTIVITÉ UNIQUE**

Les agents des conseils général et régional vivent dans le stress d'une fusion qui aurait dû être un bien mais risque de tourner en cauchemar pour un certain nombre.

Deux logiques s'opposent : la logique capitaliste voulant que toute rationalisation du travail signifie licenciements ; la logique sociale se traduisant par une meilleure allocation des moyens humains éventuellement libérés, au service de la population dont les besoins sont criants. Le rôle des élus est de négocier avec les travailleurs et leurs organisations un plan pour la fusion qui garantisse l'emploi et permette une amélioration du service rendu.

La solidarité doit s'appuyer sur les intérêts communs des agents et de la population.

### **DANS L'HOTELLERIE**

Le combat mené par les salariés de l'hôtel Baie du Galion pour sauver leurs emplois et l'activité économique rencontre l'intérêt de la population entière.

Au lieu des beaux discours sur « la vocation touristique de la Martinique », les salariés proposent des solutions innovantes. Ils ne doivent pas être victimes de la rapacité patronale de Fabre-Lecesne, ni de la frilosité des élus.

*Solidarité pou yo !*

---

### **LIRE FANON, LIRE SUR FANON**

L'ouvrage « Frantz Fanon, l'héritage », de Philippe Pierre-Charles est, parmi les nombreuses publications récentes, l'un de ceux qui vous incitera le plus puissamment à une lecture/relecture de Fanon, à une réflexion sans concession sur « l'héritage ».

Notre camarade sort résolument des sentiers battus, en confrontant la vie et l'œuvre de Fanon aussi bien au contexte des débats de son époque qu'à la réalité et aux luttes d'aujourd'hui. Il fallait pour cela sortir des paresse intellectuelles faisant de Fanon un simple « nationaliste du FLN » et retracer un parcours, une démarche en tension permanente et donc en contradictions d'une grande richesse pour le lecteur critique d'aujourd'hui.

Réclamez ce titre passionnant avant qu'il ne soit épuisé.

---

## **NI PRIME ! NI BARRE !**

À la veille de « 2014 » comme ils disent, un débat agite états-majors. À quelle hauteur mettre la barre permettant d'avoir des élus ? Combien de conseillers en plus donner à la liste arrivée en tête ?

Alors ils s'étripent sur le pourcentage. 5%, 10%, 20%... ! Les uns crient 20% pour l'efficacité. Les autres répliquent, 5% pour la démocratie. On polémique mais sachant que faute d'une assemblée constituante élue ici même, c'est la France, son gouvernement et son parlement qui décideront !

En attendant, nos couloiristes locaux qui se battent pour avoir l'oreille de Hollande - comme ils l'avaient fait pour son prédécesseur ! - ne semblent même pas s'apercevoir que leurs positions en matière de primes et de barres reflètent tout simplement la réalité économique et sociale du capitalisme colonial. Il s'agit toujours d'augmenter les privilèges de ceux qui ont plus (primes), de barrer la route à ceux qui ont moins (seuil).

Notre mot d'ordre à nous est clair : suppression de toute prime ! abolition de toute barre !

Que les courants politiques soient représentés à l'exacte mesure des suffrages obtenus dans l'électorat. Un point c'est tout. Il est indécent de voir des partis bénéficiant déjà de leurs liens avantageux avec les classes dominantes, de leurs places acquises dans les institutions, de l'argent que ces deux éléments leur donnent, de leurs complicités dans l'appareil d'Etat et les médias réclamer ou accepter des primes et barres pour fermer la porte aux petits et primer les gros.

L'efficacité comme la démocratie commandent la même chose : que le pays légal (les élus) soit le plus ressemblant possible au pays réel (la majorité sociologique) !

Une dernière remarque : si nos brillants politiciens veulent la liste des pays à démocratie politique fonctionnant, sans prime, ni barre, ni catastrophe institutionnelle particulière, il suffit qu'ils nous la demandent.

---

## **NAISSANCE D'UN SYNDICAT DES CHÔMEURS**

Encore une tentative d'organiser les travailleuses et travailleurs privés d'emploi ? Oui, et d'abord, pourquoi pas cent fois sur le métier remettre son ouvrage ?

Mais cette fois-ci, la CDMT, initiatrice de la démarche, tire la leçon d'échecs précédents. Les sans-emploi ne seront pas laissés seuls dans leur structure. Ils seront associés, dans un même syndicat, aux « travailleurs précaires isolés » et aux travailleurs en retraite.

Le GRS souhaite plein succès à ce nouvel effort collectif et appelle à le rejoindre. La lutte pour l'emploi est une priorité déclarée par tout le monde ? D'accord. Passons à la pratique en regroupant d'abord les volontaires directement concernés pour avoir une chance d'entraîner autour d'eux, en s'appuyant sur une centrale syndicale, tous les autres. Voilà la feuille de route.

---

## **LIBÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALISME DEUX FACETTES INDISPENSABLES D'UN MÊME COMBAT**

Nous le répétons à longueur de colonnes : nul ne peut mieux que nous-mêmes trouver et mettre en œuvre les solutions à nos problèmes. Nul n'y a plus intérêt que nous-mêmes.

L'autodétermination est un droit démocratique que nul ne saurait nous enlever. A nous de décider des chemins, des rythmes, des étapes de notre émancipation.

Si nous réclamons avec une telle constance l'élection démocratique d'une assemblée constituante, c'est bien parce que nous considérons qu'aucun article d'aucune Constitution à laquelle nous n'avons pris aucune part ne peut légitimement nous dicter les choix que nous devons faire, ni en matière d'institutions, ni en matière économique sociale, culturelle.

Les 5 organisations anticolonialistes qui en Guadeloupe se sont groupées pour dire cela ont tout à fait raison. Dans tous ces domaines, nos progrès sont conditionnés par des progrès dans la voie de la décolonisation.

Mais dire cela ne suffit pas. La liste des pays indépendants où règne le chômage, la misère sociale, la négation des droits et de la dignité est trop longue pour qu'il soit nécessaire d'insister.

L'immense régression sociale que vivent la Grèce, l'Espagne, etc. nous rappelle que la solution profonde des problèmes humains les plus graves exige des conditions internationales.

Comment ce qui est vrai de grands pays « indépendants » ne le serait-il pas de nos petits pays colonisés et dépendants ? Si nous voulons stopper la casse sociale qui arrive, défendre et développer des services publics corrects, interdire les plans scélérats de licenciements, instaurer une échelle mobile des salaires, imposer des investissements productifs publics créateurs d'emploi, nous devons chercher l'alliance internationaliste avec celles et ceux qui en France, en Europe et ailleurs poursuivent le même but.

Le combat qui se mène en ce moment pour l'emploi, pour la santé, l'Ecole, contre la vie chère est un combat mondial. Ceux d'en face le mènent contre nous avec un acharnement, une coordination, une persévérance impressionnante. Il nous reste, il reste aux peuples du monde à se hisser au même niveau d'organisation et de détermination.

---

### **LES « ARMES MIRACULEUSES » ?**

En février 2009, « les élus » ont été vigoureusement mis en cause au sein de la population en raison de leur incapacité à poser efficacement les problèmes de la vie chère, du pouvoir d'achat, de l'emploi, du respect du peuple.

En mai et juin 2012, la majorité de la population a dédaigné les urnes. Les votants ont mis leurs espoirs dans deux coalitions opposées (« patriotes et sympathisants » d'un côté, « ensemble pour une Martinique nouvelle » de l'autre).

Les changements de majorité aux présidentielles comme aux législatives, en France comme en Martinique, vont-ils porter les solutions espérées ? Même celles et ceux qui ont porté François Hollande au pouvoir en mai, tout comme nos quatre députés à l'assemblée en juin, n'y croient guère. Alors, certains nous disent déjà : « *le changement, c'est en 2014 !* ». Pour eux, « *les armes miraculeuses* » dont parlait le poète seraient au fond des urnes, et si ce n'est pas ce coup là, ce sera celui d'après !

Nous aurions bien tort d'attendre 2014 alors que les problèmes nous assaillent au quotidien et risquent de s'aggraver à brève échéance ! Les capitalistes, leurs politiciens, n'ont nullement renoncé à faire payer la crise de leur système aux masses laborieuses. On ne peut imaginer un avenir meilleur demain si on ne commence pas ici et maintenant à organiser la résistance et la riposte.

La clé, ce n'est pas d'opposer les luttes aux élections, et encore moins les carrières politiciennes de ceux-ci à ceux-là. La clé c'est d'unir les opprimés, les exploités dans la lutte contre les profiteurs de tout genre. Pas d'union possible entre mangoustes et poules, mais union nécessaire entre ceux d'en bas contre les Dominants.

Cette union doit se faire dans l'immédiat, dans les luttes, mais aussi dans les échéances électorales. Dans ces échéances-là, le mouvement ouvrier et populaire doit se donner sa propre expression, indépendante et combative. La mission du prolétariat n'est pas de servir de marche pied pour les ambitions carriéristes de tel ou tel. Elle est de défendre, dans les luttes comme dans les urnes, ses propres intérêts qui coïncident avec ceux de l'immense majorité.

Nous ne savons pas si les « armes miraculeuses » existent, mais nous savons que l'émancipation des masses laborieuses sera l'œuvre des masses laborieuses elles-mêmes.

C'est notre combat.

---

PRENEZ CONTACT AVEC LE GRS ET RECEVEZ SES COURRIELS EN COMMUNIQUANT VOTRE ADRESSE ELECTRONIQUE à [revolutionsocialiste.com](mailto:revolutionsocialiste.com)

---

## **P.-S.**

\* Supplément à RS N° 991 - juillet 2012.

\* REVOLUTION SOCIALISTE

CP N° 57608 - Directeur de publication : Ph. Pierre-Charles

BP 1031 97200FDF Cedex - Site : [revolutionsocialiste.com](http://revolutionsocialiste.com)